

Quels prix pour l'énergie demain ?

1

C'est quoi le sujet ?

- Que l'énergie soit importée ou produite en France, son prix a un impact majeur pour les entreprises et les ménages.
- La hausse des prix et l'augmentation constante du besoin (pour le pétrole en particulier) entraînent une flambée des coûts de nos importations énergétiques.

→ La question est (presque) simple : combien doit coûter l'énergie ? Comment faire pour qu'elle demeure à un coût acceptable pour tous, tout en nous protégeant des fluctuations des cours des matières premières dans le monde ? Comment nous permettre d'investir pour moderniser, renouveler nos infrastructures en France pour produire de l'énergie, la transporter et développer de nouvelles énergies renouvelables ?

2

Que faire ?

Quelle est la situation aujourd'hui ?

→ En France, aujourd'hui, le prix de l'énergie dépend du coût de la production, des importations, du transport et de la fourniture de l'énergie. Mais aussi, des taxes qui sont appliquées par l'État et les collectivités locales ; celles-ci varient de 5 à 50 % du prix moyen. Cette tarification

diffère selon que l'on est un particulier ou une entreprise.

→ Le Président de la République s'est engagé à réformer les tarifs de l'énergie pour que ceux-ci reflètent mieux la rareté et le coût social et environnemental. Il s'agit également de faire en sorte que les tarifs soient moins élevés pour ceux qui consomment moins, et plus élevés pour

ceux qui consomment davantage.

→ Pour l'heure, le coût de l'énergie en France est établi sur la base de la solidarité nationale et territoriale. Ses prix sont équivalents pour tous et partout, même si l'acheminement et la production sont plus élevés d'une région à une autre.

Et demain ?

→ La politique tarifaire de l'énergie doit favoriser les investissements les plus pertinents en matière de production (centrales électriques, parcs éoliens...), de transport (gazoduc, réseau électrique...) et d'outils destinés à réduire la consommation (compteurs intelligents, bâtiments à énergie maîtrisée, voire positive...).

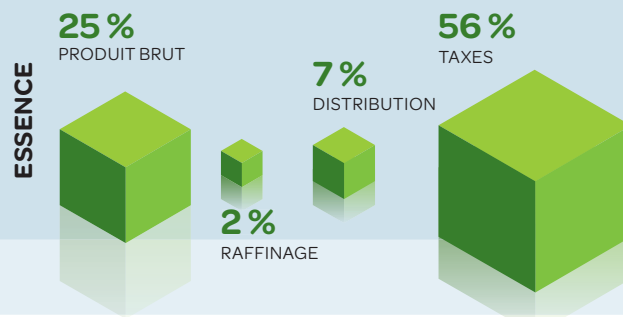
→ Pour financer la transition énergétique et ses investissements, il faut mettre en œuvre les mesures qui permettent d'inciter à la réalisation et à la rénovation des équipements. Dans le même temps, il faut éviter la surréglementation et son changement incessant.

→ Il importe aussi que le financement de la transition énergétique se fasse en toute transparence. Qu'il ne remette pas en cause la solidarité nationale. Une bonne pédagogie doit être mise en œuvre pour pouvoir informer et expliquer au mieux. De même, les pouvoirs publics doivent être d'une efficacité exemplaire.

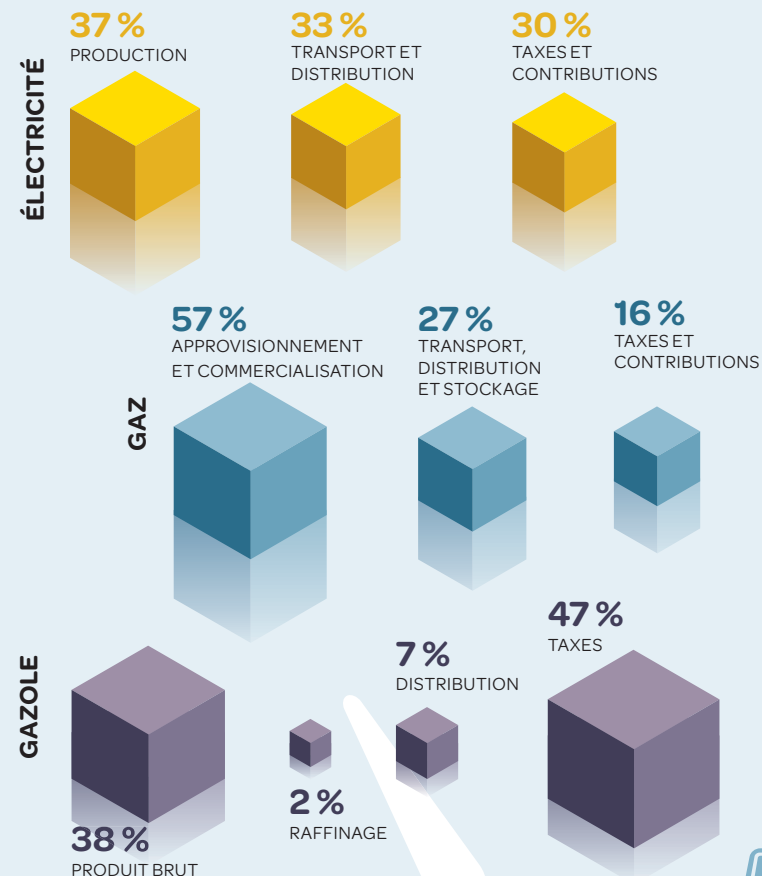
3

Ce qu'il faut avoir en tête

- Quels que soient les choix d'énergie qui seront faits, le prix de l'énergie est amené à augmenter : l'électricité, car les centrales nucléaires sont vieillissantes et les rénover représente un coût important, et le pétrole et le gaz, car il s'agit de ressources limitées que la France doit importer, et que la demande à travers le monde ne fait que croître.
- L'électricité coûte en moyenne moins cher en France que dans les pays voisins, mais ce n'est pas le cas pour le pétrole. Au-delà de l'importation, la structure des prix explique également en partie ces prix hauts.
- Si le prix doit augmenter, alors il nous faut moins gaspiller, être plus efficace, pour que la facture, elle, n'augmente pas.



La structuration des prix de l'électricité, du gaz et de l'essence



4

Quelques pistes de discussion

- Faut-il laisser faire l'augmentation des prix ? Et simplement apprendre à maîtriser notre consommation pour réduire nos factures ?
- Est-ce que l'augmentation des prix doit être à la charge des consommateurs ? Ou doit-elle être prise

en charge par l'ensemble des contribuables ?

- Les plus gros consommateurs doivent-ils payer plus ? Qu'il s'agisse des entreprises ? Des ménages ?